

MONDE

Le sud de l'Albanie s'enfonce dans l'insurrection

La télévision grecque fait état de plusieurs dizaines de morts.

Des manifestants en armes, lundi, à Vlora. Le sud du pays échappe désormais au contrôle du pouvoir central.



ANNALS, BERKAIN, RELIERS

Au deuxième jour de l'état d'urgence en Albanie, le sud du pays semble sombrer dans le chaos, échappant à tout contrôle du pouvoir central. Hier soir, le correspondant de la télévision grecque privée SKAI, l'un des rares journalistes à être resté sur place, a affirmé qu'un policier a été brûlé vif dans la ville de Saranda, à quelque 300 kilomètres au sud de Tirana. La chaîne a par ailleurs cité un responsable du parti de la minorité grecque à Delvino, à quelques kilomètres de là, qui a assuré que «plusieurs dizaines de personnes» avaient été tuées dans des combats sans merci avec la police. Selon SKAI, les affrontements se poursuivaient dans la soirée, les forces de l'ordre tirant sur la population depuis des hélicoptères. Malgré l'envoi des tanks de l'armée vers le sud, la base navale de Saranda est ainsi passée dès hier matin aux mains des rebelles. Dans la soirée, ceux-ci se disaient prêts à affronter les forces armées après des rumeurs sur la présence de camions militaires à 3 kilomètres de la ville, alors que toutes les routes vers le nord étaient coupées. C'est d'ailleurs en interceptant deux véhicules de police ve-

nant de Tirana, que les émeutiers auraient arrêté quatre représentants des forces de l'ordre, qui ont reconnu avoir été envoyés par la police secrète. Après des échanges de coups de feu, les émeutiers auraient immolé par le feu l'un de leurs prisonniers, tandis que deux autres parvenaient à s'enfuir et que le dernier était pris en otage. Dans l'après-midi, des groupes de jeunes armés de Kalachnikov et de pistolets-mitrailleurs s'en étaient pris à des journalistes grecs, turcs et français en exigeant que des cassettes de télévision soient détruites. Les leaders du mouvement de contestation auraient eux annoncé la mise en place d'un pouvoir parallèle à Saranda, avec la création d'une «commission municipale» autonome, selon un journaliste de l'AFP sur place. Cette commission devrait prendre la place du maire, un proche du parti présidentiel, afin que Saranda devienne «un exemple pour toute l'Albanie». Autant d'informations démenties dans un communiqué de presse du gouvernement à Tirana.

À Vlora, un peu plus au nord, d'où est partie la rébellion, les émeutiers s'étaient déjà emparés dimanche de la base stratégique de Pacha Li-

man, jadis place forte de l'armée communiste. Les armureries de plusieurs casernes ont également été dévalisées. Une fillette de 4 ans a été tuée dans la matinée, portant à 18 le nombre de morts par balles dans cette ville en proie à l'anarchie depuis qu'elle a été abandonnée par les forces de l'ordre, il y a près de deux semaines. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que parmi les victimes figuraient quatre personnes «exécutées par les terroristes» lundi, alors qu'elles s'apprêtaient à rendre des armes volées, comme le gouvernement l'avait exigé. Des policiers ont blessé trois personnes par balles à un barrage dressé à l'entrée de Vlora, après qu'elles eurent refusé de s'arrêter. En fin de soirée, un porte-parole de l'association catholique Caritas au sud de l'Italie affirmait, par ailleurs, que l'armée albanaise était en train d'essayer d'encercler toute cette zone «d'insurrection», de Vlora à Saranda. Un peu plus tôt, le ministre italien de la Défense avait annoncé qu'un avion militaire albanaise avait atterri sur un aéroport du sud de l'Italie, à Galatina, et que ses occupants avaient demandé l'asile politique. (AFP, Reuter)

Terreur palpable à Tirana

Le pouvoir veut rétablir l'ordre par tous les moyens.

Tirana envoyé spécial

Le sac en plastique déborde de trois gros pains d'un kilo, d'huile, de sucre et de farine. «Nul ne sait maintenant ce qui peut arriver», lance résignée la jeune femme qui, comme des milliers d'autres habitants de la capitale albanaise, inquiets ou simplement prévoyants, se pressaient encore hier devant les boulangeries et les kiosques du centre-ville avec leur brioche à bras de produits importés d'Italie ou de Grèce. Puis, dès le milieu de l'après-midi, tous les rideaux de fer se sont abaissés. Au deuxième jour de l'état d'urgence, le boulevard Zahn d'Ark (Jeanne d'Arc) - anciennement Marcel-Cachin - s'est vidé plusieurs heures avant l'entrée en vigueur du couvre-feu. Seuls patrouillaient des groupes de policiers et de civils aux uniformes dépareillés, tous armés de Kalachnikov. Ils peuvent aussi bien être des agents du Shik, la police secrète, que des fidèles de Sali Berisha, arrivés ces deux derniers jours par milliers des montagnes du Nord, le fief du Parti démocratique au pouvoir. «Nous sommes là pour défendre le Président et la démocratie», est leur seule réponse. Sur un mur, un graf-

fiti tout frais clame en grosses lettres bleues: «A bas les rouges et les Serbes». Des contrôles ont été installés sur toutes les routes d'accès à Tirana où règne un calme irréel ponctué, dès la nuit tombée, de quelques rafales. Dès 20 heures, le couvre-feu est total. Les forces de l'ordre ont ordre d'ouvrir le feu sans sommation «dès qu'elles se sentent menacées».

«La proclamation de l'état d'urgence a permis d'abaisser le risque d'une guerre civile.»
Mehmet Shehu, ministre des Affaires étrangères

Censure préalable. La radio d'Etat diffuse de la musique classique à haute dose interrompue de quelques sommaires et lénifiants bulletins d'informations. Les kiosques à journaux n'affichent qu'un seul quotidien, *Rijinda Demokratika*, celui du parti au pouvoir, qui annonce sur toute sa une la réélection à la tête de l'Etat de Sali Berisha. Les autres n'ont pas voulu ou pas pu sortir. «Le pouvoir a imposé la censure préalable sur toutes les informations et cela n'a plus de sens de paraître», explique Shpetim Nazavko, directeur du petit quotidien indépendant *Dita* (le jour). Les téléphones de la rédaction ont été coupés et ses journalistes se terrant, cachés chez des amis. Leur peur est fondée. Depuis quarante-huit heures, les hommes de main du Parti démocratique et les agents ●●●